



**LA SOCIETE D'HABITATION DES ALPES - PLURALIS**  
**74 Boulevard Becquart - Castelbon**  
**CS 90229**  
**38506 Voiron Cedex**

**REGLEMENT DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**Modélisation BIM de 2267 logements**  
**du patrimoine existant**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**27/05/2024 à 17h00**

## SOMMAIRE

1	/ Objet du contrat .....	3
2	/ Mode de consultation.....	3
3	/ Caractéristiques du marché.....	3
	Tranches optionnelles : .....	3
4	/ Décomposition en lots .....	4
5	/ Durée du contrat .....	4
6	/ Nature de l'attributaire.....	4
7	/ Modalités d'obtention des dossiers .....	4
8	/ Composition du dossier de consultation des entreprises.....	5
9	/ Date limite de réception des offres .....	5
10	/ Délai de validité des offres.....	5
11	/ Modalités de transmission des offres, justifications, pièces à produire par les candidats (obligatoires sous peine de refus de l'offre de l'entreprise) .....	5
	<b>11.1 - Pièces à produire .....</b>	<b>5</b>
	<b>11.1.1 - Pièces de la candidature : .....</b>	<b>5</b>
	<b>11.1.2 - Pièces de l'offre .....</b>	<b>6</b>
	<b>11.1.3 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....</b>	<b>6</b>
12	/ Les variantes.....	7
	<b>12.1 - Les variantes obligatoires à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>7</b>
	<b>12.2 - Les variantes à l'initiative du candidat.....</b>	<b>7</b>
13	/ Critères de sélection des candidatures et des offres.....	7
	<b>13.1 - Critères de sélection des candidatures.....</b>	<b>7</b>
	<b>13.2 - Critères de sélection des offres .....</b>	<b>8</b>
14	/ Négociation .....	8
15	/ Echantillons.....	8
16	/ Pièces à remettre par les candidats attributaires .....	8
	<b>16.1 - Candidat individuel ou membre du groupement établi en France .....</b>	<b>9</b>
	<b>16.2 - Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.....</b>	<b>9</b>
17	/ Renseignements complémentaires.....	11
18	/ Modifications de détail au dossier de consultation.....	11
19	/ Procédures particulières .....	11
20	/ Recours.....	11

## **1 / Objet du contrat**

La présente consultation a pour objet :

### **La Modélisation BIM de 2267 logements du patrimoine existant**

## **2 / Mode de consultation**

En qualité de pouvoir adjudicateur, la Société d'Habitation des Alpes, organisme de statut privé, est soumise aux dispositions du Code de la Commande Publique (CCP).

Cette consultation est organisée sur la base d'un marché en procédure formalisée en application des articles R2123-1-1°, R2123-4 et R2123-5 du CCP / de l'article R2124-1 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment décider de ne pas donner suite à la présente procédure pour des motifs d'intérêt général.

## **3 / Caractéristiques du marché**

Conformément, aux articles R2113-4, R2113-5 et R2113-6 le présent marché se compose d'une tranche ferme et de 4 tranches optionnelles dont l'affermissement sera à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

Tranche ferme : Modélisation BIM d'un échantillon de 416 logements du patrimoine.

### **Tranches optionnelles :**

- Tranche optionnelle n° 1 : Modélisation BIM d'un échantillon de 432 logements du patrimoine.
- Tranche optionnelle n° 2 : Modélisation BIM d'un échantillon de 433 logements du patrimoine.
- Tranche optionnelle n° 3 : Modélisation BIM d'un échantillon de 490 logements du patrimoine.
- Tranche optionnelle n° 4 : Modélisation BIM d'un échantillon de 496 logements du patrimoine.

Il est précisé que chaque tranche forme un ensemble cohérent et parfaitement défini. Chacune des tranches ne pourra être affermie qu'à l'issue de la validation de la tranche précédente.

Après la validation de chaque tranche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de d'affermir ou non la tranche suivante.

Le titulaire ne peut se prévaloir du chevauchement de plusieurs tranches pour ne pas exécuter chacune d'entre elles, selon les prescriptions du présent marché.

En cas de non-affermissement d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité.

#### **4 / Décomposition en lots**

Il s'agit d'un marché unique.

Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, le marché ne peut pas être alloté, car l'objet du marché ne nécessite pas une dévolution en lots.

#### **5 / Durée du contrat**

Le présent marché prendra effet à compter de :

- Sa date de notification,

La durée du marché est de 18 mois maximum.

#### **6 / Nature de l'attributaire**

Les entreprises soumissionnaires pourront, si elles le souhaitent, présenter leur candidature sous forme de groupement solidaire ou conjoint.

L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra pas représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même contrat.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

#### **7 / Modalités d'obtention des dossiers**

**Le dossier complet est consultable et téléchargeable gratuitement depuis les sites :**

<http://www.pluralis-habitat.fr> - (*Espace Pro*)

<https://ledauphine.marchespublics-eurolegales.com/>

Nous vous invitons à vous identifier sur le profil acheteur pour prendre connaissance de toutes les informations complémentaires diffusées lors de la présente consultation. A défaut, l'adresse électronique indiquée lors du retrait du DCE servira d'adresse électronique de référence.

Toute correspondance à destination des opérateurs économiques sera adressée via le profil acheteur.

Le candidat est invité à se rendre sur la plateforme via le lien suivant pour prendre connaissance du mode opératoire : <http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Toute la prestation de chargement, d'alerte et de distribution des documents est gratuite.

En cas de difficultés techniques, contacter l'assistance fournisseur au 0892 14 00 04

E-mail support entreprise est le suivant : [support-entreprises@aws-france.com](mailto:support-entreprises@aws-france.com).

## **8 / Composition du dossier de consultation des entreprises**

- Conditions d'utilisation de la plateforme AWS
- Note sur la signature électronique
- Notice AWS dépôt sans signature
- DC1,
- DC2,
- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le cadre de réponse technique,
- le cahier des clauses techniques particulières et leurs annexes
- le cahier des clauses administratives particulières

## **9 / Date limite de réception des offres**

**Avant le 27/05/2024 à 17h00**

## **10 / Délai de validité des offres**

L'offre du candidat est ferme et définitive pendant 180 jours, à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

## **11 / Modalités de transmission des offres, justifications, pièces à produire par les candidats (obligatoires sous peine de refus de l'offre de l'entreprise)**

### **11.1 - Pièces à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### ***11.1.1 - Pièces de la candidature :***

##### **■ Dans un dossier « candidature »**

#### **Situation juridique - Références requises**

- Lettre de candidature DC1 (*ou DUME*),
- Déclaration du candidat DC2 (*ou DUME*),
- Jugement(s) prononçant le redressement judiciaire,

#### **Capacités économiques et financières - Références requises**

- Déclarations du chiffre d'affaires,
- Attestations d'assurances responsabilité civile professionnelle en cours de validité couvrant les responsabilités encourues du fait de l'activité exercée au titre du présent marché,
- Extrait Kbis de moins de 3 mois.

**Référence professionnelle et capacité technique - Références requises**

- Effectifs de l'entreprise,
- Liste des principales références sur des marchés similaires,
- Certificats de qualification professionnelle en rapport avec la prestation demandée,
- Moyens de l'entreprise.

Le candidat est invité dès à présent à transmettre les pièces suivantes :

- Attestation d'assurances responsabilité civile professionnelle en cours de validité couvrant les responsabilités encourues du fait de l'activité exercée au titre du présent marché,
- Une attestation fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).  
Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites.

**11.1.2 - Pièces de l'offre****■ Dans un dossier « offre »**

- L'acte d'engagement,
- La DPGF valant acceptation entière des prescriptions du CCTP et ses annexes,
- Le cadre de réponse technique,

**11.1.3 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

**11.1.3.1 - Transmission sous support papier**

A compter du 01 octobre 2018 la dématérialisation des plis est obligatoire. Les plis papiers ne sont plus acceptés.

**11.1.3.2 - Transmission électronique**

Le candidat est invité à se rendre sur la plateforme via le lien suivant pour prendre connaissance du mode opératoire : <http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

La transmission des documents par voie électronique est possible à l'adresse suivante : <https://ledauphine.marchespublics-eurolegales.com/>

ou [www.pluralis-habitat.fr](http://www.pluralis-habitat.fr). Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Par contre, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants: doc, .xls, .pdf, .rtf, etc...

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **12 / Les variantes**

### **12.1 - Les variantes obligatoires à l'initiative du pouvoir adjudicateur**

Sans objet

### **12.2 - Les variantes à l'initiative du candidat**

Les variantes ne sont pas autorisées dans la présente consultation.

Les candidats sont tenus de remettre une offre rigoureusement conforme au projet de base établi par le maître d'œuvre.

## **13 / Critères de sélection des candidatures et des offres**

### **13.1 - Critères de sélection des candidatures**

Seront pris en compte les critères suivants :

Le niveau des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat doit correspondre à l'importance du marché et garantir la bonne exécution de celui-ci.

Les candidats n'ayant pas produit les déclarations exigées, dûment datées et signées ainsi que ceux présentant les garanties professionnelles ou financières jugées insuffisantes, seront éliminés.

### 13.2 - Critères de sélection des offres

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

VALEURS	ID	CRITERE (et barème)	SOUS-CRITERE	BAREME (sous critère)
VALEUR TECHNIQUE (100 points)	1.2	Ressources (10 points)	Ressource(s) humaine(s)	5
			Ressource(s) logistique(s)	5
	2.1	Expériences préalables (15 points)	Opération(s) BIM en France	5
			BIM collaboratif	5
			BIM dans le secteur HLM	5
	2.2	Compétences préalables (10 points)	Gestion de projet BIM	5
			BIM GEM	5
	2.3	Stratégie préalable (10 points)	Organisation interne	5
			Formalisation des pratiques	5
	3	Processus de production BIM (30 points)	Réception et analyse des dossiers	5
			Modélisation BIM	15
			Contrôle de conformité	10
VALEUR PRIX (100 points)	4	Planning (25 points)	Planning prévisionnel d'exécution	25
		Prix (100 points)		100

- Critère 1. Prix : 50%

- Critère 2. Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse technique joint au présent dossier de consultation : 50%

#### 14 / Visites

Sans objet

#### 15 / Echantillons

Sans objet

#### 16 / Pièces à remettre par les candidats attributaires



Le candidat retenu devra obligatoirement produire dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur, les documents mentionnés ci-dessous :

### **16.1 - Candidat individuel ou membre du groupement établi en France**

**Dans tous les cas :**

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).  
Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### **16.2 - Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger**

**Dans tous les cas :**

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) :
    - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- OU
- pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants :
  - lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.

OU

- un document équivalent.

OU

- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.  
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

**Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

*Le candidat est invité à remettre ses pièces selon le mode opératoire ci-après :*

- Connectez vous à votre espace AWS-Fournisseurs à l'adresse : <http://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>
- Rendez-vous dans GESTION->ATTESTATIONS et chargez les documents via les boutons "Parcourir"  
En cas de besoin contactez [attestations@aws-france.com](mailto:attestations@aws-france.com)

**IMPORTANT : LA NON-PRODUCTION DANS LE DELAI IMPARTI DES DOCUMENTS VISES AUX 16.1 ET 16.2 ENTRAINERA AUTOMATIQUEMENT LE REJET DE L'OFFRE ET PAR CONSEQUENT, L'ELIMINATION DU CANDIDAT.**

**DANS CE CAS, LE CANDIDAT DONT L'OFFRE A ETE CLASSEE IMMEDIATEMENT APRES SERA SOLLICITE POUR PRODUIRE LESDITS CERTIFICATS AVANT QUE LE MARCHE NE LUI SOIT ATTRIBUE.**

**SI NECESSAIRE, CETTE PROCEDURE POURRA ETRE REPRODUITE TANT QU'IL SUBSISTERA DES OFFRES QUI N'AURONT PAS ETE ECARTEES.**

### **17 / Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions au plus tard 8/10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur la plateforme [www.pluralis-habitat.fr](http://www.pluralis-habitat.fr) ou [www.ledauphine-legales.com](http://www.ledauphine-legales.com).

Une réponse sera adressée sur la plateforme au plus tard 6/8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

### **18 / Modifications de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **19 / Procédures particulières**

Sans objet

### **20 / Recours**

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal de Grande Instance de LYON

67 rue Servient - 69433 Lyon 03

Tél : 04 72 60 70 12

Introduction d'un référé précontractuel jusqu'à la signature du marché dans les conditions posées aux articles 2 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 et les articles 1441-1 et 1441-2 du nouveau code de procédure civile. Introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication d'un avis d'attribution du marché dans les conditions posées aux articles 2 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 et les articles 1441-1 et 1441-2 du nouveau code de procédure civile.